

Le gouvernement des Soviets et la question macédonienne

Christian Rakovsky

Source : « La Fédération Balkanique », n°6, 15 octobre 1924, pp. 69-70. Traduction et notes MIA.

Il y a quelques jours, Rakovsky, éminent représentant de la diplomatie soviétique, a quitté Baden près de Vienne, où il était en cure depuis quelques semaines, pour reprendre ses activités diplomatiques. Rakovsky est un homme relativement jeune, à peine 45 ans, et malgré sa jeunesse, il a occupé les plus hauts postes de la hiérarchie soviétique. Avant de prendre la tête de la délégation diplomatique envoyée par la Russie pour mener les négociations anglo-russes, il était président de l'Ukraine soviétique. Sa nomination au poste d'ambassadeur russe à Londres, le poste diplomatique le plus important pour la Russie, montre à quel point ses capacités sont appréciées à Moscou, bien qu'il ne soit pas russe à proprement parler, mais bulgare, originaire de la Dobroudja. Avant la guerre, dans le cadre de sa lutte contre la Russie tsariste, il s'occupait particulièrement de la question complexe des Balkans et il était donc naturel, au moment où les nuages sombres s'y accumulent, que je profite de la présence de Rakovsky à Vienne pour demander à ce fin connaisseur des affaires balkaniques comment il juge les développements en Macédoine où la lutte fratricide a fait des centaines de victimes.

À l'occasion de l'assassinat de la personnalité macédonienne la plus en vue, **Todor Alexandrov**, les journaux bulgares et étrangers ont exprimé de manière très affirmative l'opinion selon laquelle la Russie est l'instigatrice en coulisse de cet événement.

— J'ai également lu ces accusations dont la source est à Sofia. J'ai également lu que les partisans du gouvernement soviétique avaient l'intention de proclamer la république soviétique dans le district de Pétritch, c'est-à-dire dans la partie [de la Macédoine] qui appartient à la Bulgarie, et que le gouvernement bulgare, qui sauve presque chaque jour l'Europe du danger bolchevique, l'a cette fois encore sauvée. L'absurdité de cette affirmation est évidente. La proclamation d'une république soviétique sur un territoire qui couvre en tout et pour tout 15.000 kilomètres carrés avec 200.000 habitants, à plus de mille kilomètres des frontières de l'Union soviétique et situé entre trois États nationalistes tels que la Bulgarie, la Grèce et la Yougoslavie, est une stupidité que seul le gouvernement bulgare, qui s'efforce par tous les moyens de dissimuler sa propre responsabilité dans les événements sanglants en Bulgarie, pouvait inventer.

À quoi attribuez-vous, Monsieur l'Envoyé, les massacres de masse parmi les Macédoniens et les Bulgares ?

— Avant tout, il faut clarifier les faits : Les assassinats qui se déroulent actuellement en Bulgarie n'ont pas la même origine. Les représentants de l'Organisation macédonienne¹ à l'étranger ont déjà déclaré qu'ils n'étaient pas impliqués dans l'assassinat du dirigeant communiste [Hadji Dimov](#) et d'autres communistes. Si l'on en croit les représentants de l'Organisation, c'est le gouvernement bulgare qui organise une grande partie de ces assassinats, profitant des événements à la frontière macédonienne pour provoquer un nouveau bain de sang en Bulgarie. Ce ne sont pas les premiers et probablement pas les derniers meurtres auxquels le gouvernement de [Tsankov](#) a recours pour maintenir son régime détesté par tout le peuple. L'autre partie des assassinats est bien entendu l'œuvre des Macédoniens eux-mêmes.

Il est cependant incompréhensible que des hommes qui luttent pour un idéal commun puissent se déchaîner ainsi les uns contre les autres, au lieu de chercher à réaliser leur objectif en unissant leurs forces.

— Ceux qui connaissent l'histoire du mouvement révolutionnaire macédonien se souviendront que cette méthode de combat d'extermination mutuelle est utilisée depuis des décennies par les différentes fractions de ce mouvement révolutionnaire. C'est ainsi qu'ont fini de nombreux dirigeants importants, tant dans le camp des autonomistes que dans celui des fédéralistes.

Mais il doit y avoir une raison particulière pour qu'un tel massacre ait lieu à ce moment précis.

— Pour tout observateur lucide, la dernière extermination mutuelle des leaders est la preuve que le mouvement macédonien traverse une profonde crise interne. Les éléments fondamentaux de cette crise sont les suivants : Il est bien connu que Tsankov est arrivé au pouvoir avec l'aide des révolutionnaires macédoniens. Ils ont également été son principal soutien dans l'affermissement de son pouvoir. L'organisation s'est opposée à [Stamboulinsky](#) parce qu'il menait une politique d'indépendance. Alexandrov et ses amis pensaient que si un gouvernement qui leur était favorable était élu en Bulgarie, ils seraient en mesure d'implanter une base en Macédoine. Vous vous souvenez peut-être que toutes les nouvelles indiquaient qu'un soulèvement était imminent sur le territoire occupé par la Yougoslavie au printemps. Mais l'insurrection n'a pas éclaté. Les espoirs des révolutionnaires dans le gouvernement de Tsankov se sont révélés illusoire. Ce gouvernement, après avoir utilisé les Macédoniens à ses propres fins, a commencé à leur mettre toutes sortes d'obstacles en travers de leur route. La conséquence de cette déception fut précisément l'opposition dans l'organisation d'Alexandrov, accusé par ses propres partisans d'être en fait réduit à un instrument du gouvernement bulgare.

Certains liens entre le gouvernement soviétique et le mouvement macédonien semblent toutefois exister.

¹ Il s'agit de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM), organisation clandestine de libération nationale de la Macédoine née en 1893 et qui se divisa régulièrement en aile droite et gauche, en fraction pro-bulgare ou pro-soviétiques, etc., ces conflits se réglant régulièrement par l'assassinat des chefs de ces fractions.

— Les relations entre le gouvernement soviétique et le mouvement macédonien ont déjà été définies à plusieurs reprises par des représentants du gouvernement soviétique. Récemment encore, lors de la conférence de Londres², j'ai proposé au gouvernement anglais, au nom du gouvernement soviétique, de soutenir l'idée d'une fédération yougoslave comme solution aux problèmes nationaux en Yougoslavie et en Macédoine. Nous n'avons aucune raison de cacher que les dirigeants macédoniens se sont adressés à nous à plusieurs reprises pour demander notre aide dans la lutte pour l'indépendance de leur pays.

Y compris Alexandrov ?

— Alexandrov lui-même l'a fait, mais notre réponse a toujours été la même : nous soutenons volontiers, par des actions diplomatiques, les Macédoniens dont nous considérons la cause comme juste. En effet, aucun autre pays n'a fait autant de sacrifices pour son indépendance. Mais je leur ai toujours dit : arrêtez vos luttes intestines, car cela affaiblit vos forces et vous contraint à devenir l'instrument de tel ou tel gouvernement balkanique.

En fin de compte, bien sûr, la responsabilité de ce qui se passe actuellement en Macédoine et de ce qui se passera sans aucun doute dans le futur incombe à la fois aux gouvernements des Balkans et aux grandes puissances qui ont utilisé la Macédoine comme monnaie d'échange dans leurs règlements de comptes nationalistes et impérialistes.

Dr. Stephan Steiner.

² La Conférence de Londres s'est tenue du 4 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance *de jure* de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « *Lettre de Zinoviev* », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.